

une phrase du discours du trône, ajoutée, si je ne m'abuse, à la dernière minute, qui illustre le mieux ces priorités; je cite:

Il est incontestable que nous devons nous attaquer de toute urgence au déficit.

Monsieur le Président, ce n'est pas seulement l'opinion exprimée par le chef de l'opposition (M. Turner)—du moins celle qu'il a exprimée avant que la campagne d'été ne commence—c'est aussi l'opinion que le gouvernement libéral précédent avait commencé à établir. Dans le discours du trône libéral de l'année passée, on disait que le gouvernement pratiquerait:

... une politique fiscale qui contiendra, puis réduira le déficit fédéral à mesure que la reprise s'intensifiera.

Ce que je veux dire, monsieur le Président—et je veux le faire pour tous les députés de mon parti, d'un océan à l'autre, ainsi que pour tous les hommes et femmes de notre pays—c'est que s'ils songeaient à toutes les implications de ce débat, ils trouveraient que l'attitude fondamentale adoptée par le gouvernement libéral précédent dans ses dernières années et reprise avec beaucoup d'insistance par le nouveau gouvernement conservateur, est fondamentalement erronée. Le gouvernement confond les symptômes avec la maladie. En s'attaquant en priorité aux symptômes de la maladie au lieu de s'attaquer à ses causes, on risque fort de faire un tort irréparable au malade.

Je tiens à dire, monsieur le Président, que nos difficultés proviennent de nos mauvais résultats économiques. Le problème, c'est que trop de Canadiens et de Canadiennes reçoivent des chèques d'assurance-chômage au lieu de chèques de paye. Le problème, c'est également qu'un trop grand nombre de gens souffrent dans notre pays et qu'il n'y a pas assez d'emplois. Nous devons veiller à tirer la leçon des erreurs du passé et à ne pas les répéter. Nous n'avons pas besoin d'un gouvernement qui se propose de mettre en œuvre les dernières mesures préconisées par les libéraux. Ce qu'il nous faut, c'est au contraire un gouvernement qui modifie la politique libérale.

J'insiste sur le fait, monsieur le Président, que le parti libéral du Canada est responsable de l'état lamentable dans lequel se trouve notre économie à l'heure actuelle et de ses conséquences dans l'ensemble du pays. Aucun doute n'est permis à ce sujet. Je dois ajouter néanmoins que le gouvernement libéral avait commencé à tenter de se sortir de ce bourbier il y a quelques années. Il avait commencé à considérer comme une maladie ce que j'ai décrit comme des symptômes. Il avait fait les premiers pas dans la direction où s'embarque maintenant le parti conservateur et dans laquelle il va continuer à avancer à grands pas, j'en suis sûr, demain soir. Par conséquent, le parti libéral avait mis sur pied divers programmes et mesures que les Canadiens connaissent bien désormais. Je tiens à rappeler aux conservateurs l'origine libérale de leur politique actuelle. Nous avons eu droit ces dernières années au programme des 6 et 5 p. 100, à des coupures dans la Fonction publique, à la diminution des allocations familiales, à des réductions dans les pensions et à une multiplication des échappatoires fiscales dont peuvent profiter les Canadiens à revenus élevés. Nous avons dépensé non pas des millions mais des milliards de dollars sous forme de cadeaux accordés par le biais de l'impôt sur les sociétés, sans demander de comptes et sans obliger les compagnies bénéficiaires à obtenir des résultats en contrepartie. Tous ces éléments se retrouvent, à mon avis, dans le genre de politique

L'Adresse—M. Broadbent

que mène aujourd'hui le nouveau gouvernement et qu'il qualifie à tort de nouvelle politique. En effet, ce sont les libéraux qui avaient commencé à l'appliquer.

Que nous avaient dit les libéraux à propos des résultats de cette politique? Ils nous avaient affirmé qu'elle engendrerait une relance économique et contribuerait à régler les problèmes qu'ils avaient eux-mêmes créés entre 1968 et la fin des années 70. Que s'est-il produit en réalité? Les Canadiens les plus favorisés ont certes bénéficié d'avantages fiscaux, mais les investissements ont diminué l'année dernière au lieu d'augmenter. Des milliers de sociétés profitent des avantages fiscaux, et je ne le leur reproche pas. N'importe qui ferait de même à leur place. Toutefois, d'après le président d'une de nos banques à charte, les mêmes sociétés ont déclaré qu'il existait toutes sortes de programmes qui leur procuraient des bénéfices supplémentaires dont elles n'avaient pas besoin. Elles ont bénéficié de la largesse des contribuables sans réinvestir cet argent. La création d'emplois a diminué, monsieur le Président, et non pas augmenté. C'est ce genre de programmes que nous voulons supprimer.

Je tiens à dire au gouvernement conservateur que l'orientation qu'il vient de choisir risque à mon avis non seulement d'être désastreuse pour les Canadiens, mais aussi d'entraîner sa chute. La politique partisane est quelque chose que le parti conservateur connaît très bien. Je demande au gouvernement de regarder ce qui se passe dans les pays où sont déjà en vigueur depuis assez longtemps le genre de mesures que les libéraux ont commencé à appliquer ces dernières années et dont il a été question dans le discours du trône et dans des déclarations faites ce mois-ci par le premier ministre et le ministre des Finances. Ces mesures n'ont pas été appliquées aux États-Unis. La première fois que M. Reagan a été élu, c'était après avoir fait campagne pour réduire le déficit. Il a fait le tour des États-Unis en disant qu'il fallait en priorité réduire le déficit. Une fois au pouvoir, qu'a fait M. Reagan? A-t-il réduit le déficit? Pas du tout. Sous le gouvernement Reagan, les États-Unis ont vu leur déficit augmenter comme jamais depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils ont également enregistré la croissance économique la plus rapide, le niveau d'inflation le plus faible et le taux de création d'emplois qu'un pays industrialisé ait connu ces dernières années. M. Reagan a prêché une politique financière, mais il en a appliqué une autre.

Où avons-nous vu appliquer cette nouvelle approche conservatrice, monsieur le Président? Où l'avons-nous vue en œuvre? Au Royaume-Uni où Margaret Thatcher a commis l'erreur non seulement de prêcher les théories de M. Reagan, mais encore de les appliquer. Elle a provoqué un véritable désastre au Royaume-Uni. Le chômage demeure très élevé et les conflits sociaux se sont aggravés. Au lieu de faire renaître la détermination chez les citoyens de Grande-Bretagne, M^{me} Thatcher les a fait sombrer dans le découragement.

• (1650)

Je n'ai pas à citer le Royaume-Uni non plus, monsieur le Président. Il me suffit de prendre l'exemple de la côte ouest et de son gouvernement du Crédit social sous la direction de M. Bennett. Nous avons été témoins en Colombie-Britannique des conséquences de l'application des principes conservateurs que l'actuel premier ministre préconise dans le discours du trône.